

## Journée d'action et de grève le 10 novembre 2022

Que dire en ces temps troublés, si ce n'est de faire le malheureux constat que le gouvernement renforce chaque jour son parti-pris pour les plus riches, et met tout en place pour que le fossé entre les travailleur·euse·s et les riches ne s'élargisse encore.

Les ouvriers et ouvrières se battent dans les usines pour conserver un emploi digne et rémunéré à la hauteur de la tâche, les employé·es luttent pour que leur emploi puisse nourrir leur famille. Les retraité·es survivent, alors que toute leur vie durant, ils et elles n'ont cessé de travailler.

Exploité·es par un patronat conquérant et revanchard sur les acquis sociaux obtenus par nos ainé·es, nous voulons avoir les moyens de nous soigner et de vivre décemment.

Pendant ce temps, le gouvernement nous dit de mettre un pull si nous avons froid, alors que certain·es d'entre nous ne pourrions même pas se chauffer.

De manger moins de viande parce que ce n'est pas bon pour la planète, alors que certain·es d'entre nous sautent des repas contraint·es et forcé·es.

D'éteindre la lumière car nous consommons trop, alors que certain·es d'entre nous vivent dans la rue.

Alors que nous nous servons de la voiture pour rejoindre notre lieu de travail, faute

de transports en commun suffisants, le gouvernement laisse s'envoler le tarif de l'essence et soutient les actionnaires de Total qui s'en mettent toujours plus dans les poches.

Pendant que nous défendons, par la grève, nos salaires et nos droits, certain·es d'entre nous sont stigmatisé·es comme si c'était nous, les privilégié·es.



Les grévistes ne se battent pas que pour leurs intérêts, même si ce serait légitime. Ils et elles défendent l'ensemble de nos acquis sociaux obtenus par nos ainé·es : la sécurité sociale, les congés payés, la retraite, un salaire décent... Les grévistes méritent tout notre soutien et notre respect.

Ne vous trompez pas d'adversaire !

Notre adversaire se couche sur l'autel de la finance.

Lors de l'interlocution du président de la république, celui-ci nous, la main sur le cœur, nous affirme qu'il faut protéger les

plus faibles. Alors que dans le même temps, il préconise un allongement de l'âge de départ à la retraite pouvant aller jusqu'à 65 ans, mais, grand seigneur, il accepterait 64 ans.

Nous employons les mêmes mots, mais nous n'en n'avons visiblement pas la même définition.



Quelle réalité pour les plus faibles dans tout ça ?

Un quart d'entre eux meurt avant l'âge légal de la retraite : les ouvriers. La baisse des APL a été un accélérateur de précarité en jetant des milliers de jeunes et de moins jeunes dans les queues des banques alimentaires.

Les privé·es d'emploi sont également les plus faibles, et ce n'est pas en les stigmatisant et en durcissant les

conditions de l'assurance chômage que nous pourrions les protéger.

La seule protection que met en place ce gouvernement, c'est pour le capital, comme si la misère existait chez les riches.

Alors oui !

Nous avons tous et toutes les raisons d'être en colère, révolté·es, indigné·es.

Soyons encore plus nombreux et nombreuses, soyons prêt·es à bloquer nos produits de productions, nos administrations le **10 novembre 2022**.

Notre combat est empreint de justice sociale. D'autres choix de société sont possibles.

C'est ensemble que l'on peut gagner.



## Rendez-vous le 10 novembre 2022 :

- **À Besançon** : 10h30 Place de la Révolution
- **À Montbéliard** : 14h Parking du Décathlon
- **À Pontarlier** : 15h30 Place d'Arçon

